

APERÇU

1959-2015

I

D

E

C



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Aperçu 1959-2015

CEDH

Préparé par l'Unité des Relations publiques de la Cour, ce document ne lie pas la Cour. Il vise à fournir des informations générales sur la manière dont la Cour fonctionne. Pour de plus amples informations, se référer aux documents produits par le greffe disponibles sur le site Internet www.echr.coe.int

© Cour européenne des droits de l'homme, mars 2016

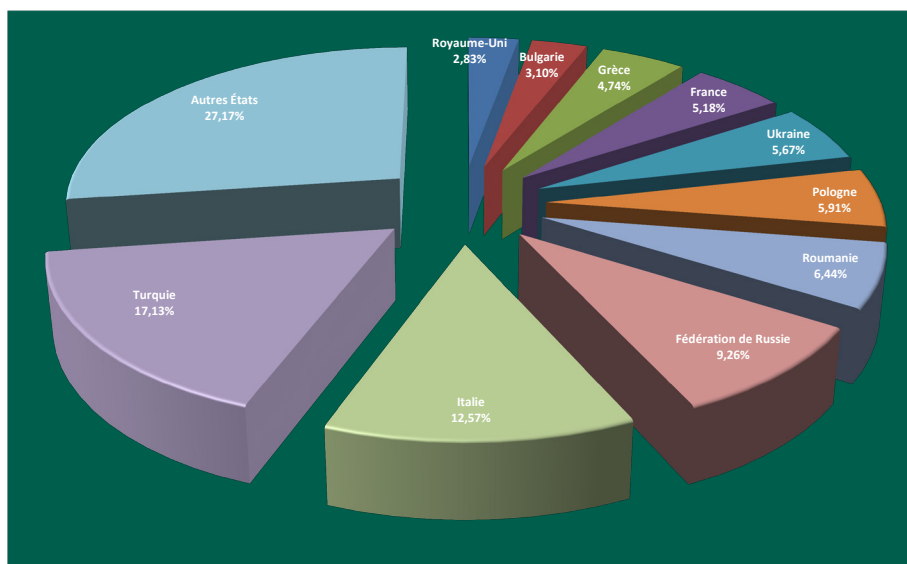
Cour européenne des droits de l'homme
Unité des Relations publiques
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg cedex

Statistiques 1959 à 2015

Arrêts rendus par la Cour

Depuis sa création en 1959, la Cour a rendu plus de 18 500 arrêts. Près de la moitié des arrêts rendus par la Cour étaient dirigés contre 5 États membres : la Turquie (3 182), l'Italie (2 336), la Fédération de Russie (1 720), la Roumanie (1 197) et la Pologne (1 099).

Sur le nombre total d'arrêts rendus depuis 1959, dans 84 % des cas, la Cour a constaté au moins une violation de la Convention et condamné l'État défendeur.

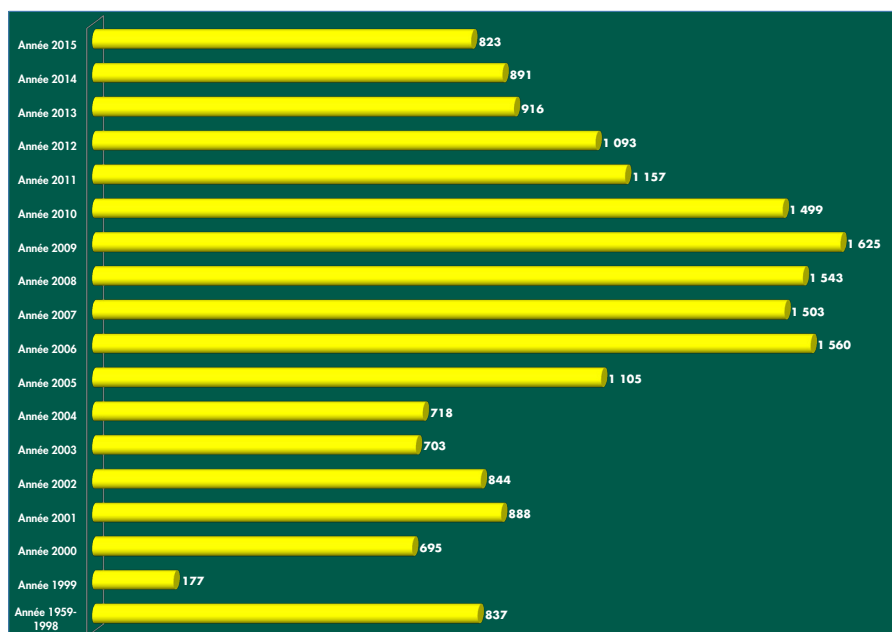


Arrêts rendus par la Cour

Ces dernières années, la Cour s'est consacrée à l'examen d'affaires complexes et a décidé de joindre certaines requêtes posant des problèmes juridiques similaires afin de les examiner conjointement.

Bien que la Cour ait rendu moins d'arrêts, plus de requêtes ont définitivement été examinées par celle-ci.

Depuis sa création, la Cour a terminé l'examen d'environ 674 000 requêtes.



Évolution des requêtes 1959* - 2015

	Requêtes attribuées à une formation judiciaire	Requêtes ou rayées du rôle inscrivables déclarées	Requêtes par un arrêt terminées	Requêtes terminées	Nombre total de requêtes
	1959-2015	1959-2015	1959-2015	1959-2015	1959-2015
Albanie	1 012	520	97		617
Allemagne	28 510	27 984	319		28 303
Andorre	72	63	6		69
Arménie	2 306	1 276	62		1 338
Autriche	8 901	8 215	385		8 600
Azerbaïdjan	4 315	2 638	166		2 804
Belgique	4 895	4 271	249		4 520
Bosnie-Herzégovine	6 980	6 019	126		6 145
Bulgarie	14 296	12 881	674		13 555
Chypre	1 080	939	91		1 030
Croatie	13 312	12 476	344		12 820
Danemark	1 722	1 638	47		1 685
Espagne	10 579	10 312	200		10 512
Estonie	2 951	2 827	54		2 881
Fédération de Russie	135 152	123 330	2 748		126 078
Finlande	4 997	4 802	186		4 988
France	30 618	28 765	1 060		29 825
Géorgie	5 846	3 631	64		3 695
Grèce	7 801	5 799	1 131		6 930
Hongrie	13 859	8 805	466		9 271
Irlande	947	908	31		939
Islande	218	180	16		196
Italie	42 524	29 864	3 182		33 046
Lettonie	3 797	3 536	108		3 644
« L'ex-République yougoslave de Macédoine »	4 598	4 236	123		4 359
Liechtenstein	135	122	8		130
Lituanie	5 157	4 680	132		4 812
Luxembourg	592	541	44		585
Malte	320	209	72		281
République de Moldova	11 787	10 204	393		10 597
Monaco	83	75	4		79
Monténégro	1 947	1 741	37		1 778
Norvège	1 574	1 464	47		1 511
Pays-Bas	9 461	8 952	170		9 122
Pologne	62 839	60 123	1 110		61 233
Portugal	3 477	2 550	465		3 015
République slovaque	7 403	6 864	352		7 216
République tchèque	11 939	11 560	251		11 811
Roumanie	61 292	56 192	1 660		57 852
Royaume-Uni	23 408	21 239	1 795		23 034
Saint-Marin	74	52	16		68
Serbie	24 602	22 957	545		23 502
Slovénie	8 633	6 646	349		6 995
Suède	9 704	9 471	146		9 617
Suisse	6 567	6 240	165		6 405
Turquie	62 147	49 702	4 163		53 865
Ukraine	76 585	57 982	4 815		62 797
TOTAL	741 014	645 481	28 674		674 155

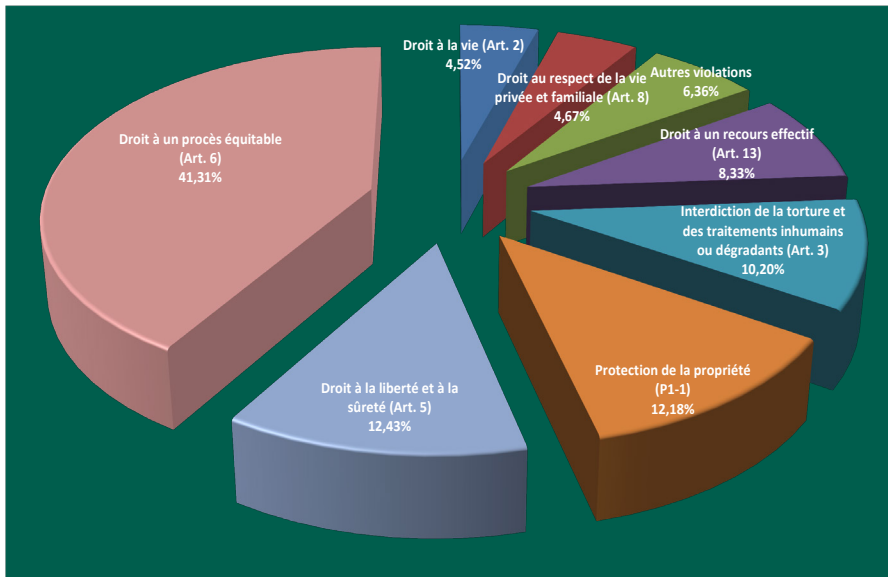
* Ce tableau comprend les affaires traitées par la Commission européenne des droits de l'homme avant 1959.

Objet des arrêts de violation rendus par la Cour (1959 - 2015)

Plus de 41 % des constats de violation concernent l'Article 6 de la Convention, qu'il s'agisse d'équité (17,63 %) ou de durée de procédure (22,13 %).

La deuxième violation la plus constatée par la Cour, concerne le droit à la liberté et à la sûreté (Article 5).

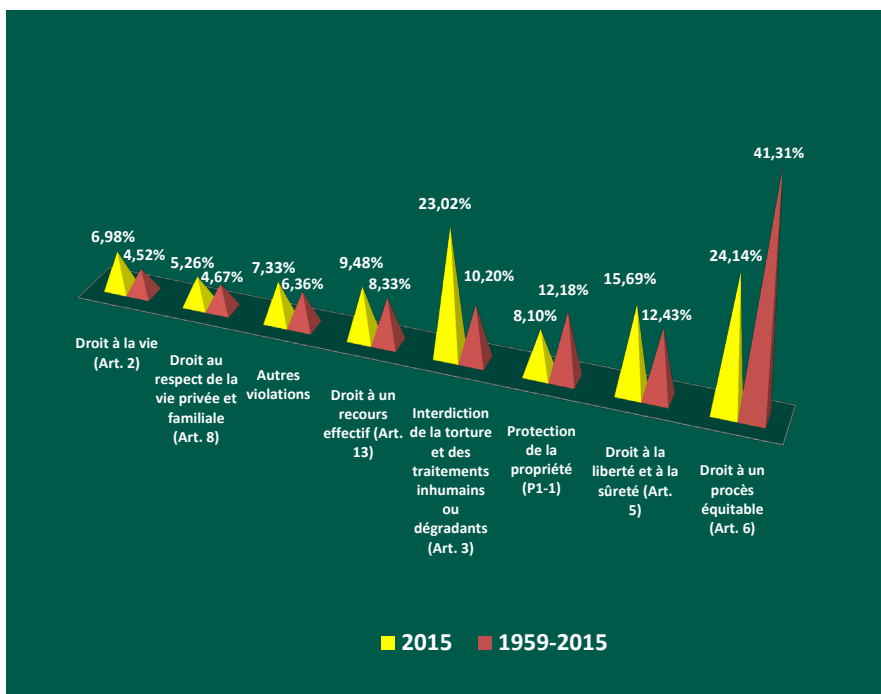
Enfin, dans 14,72 % des cas, la Cour a conclu à une violation grave de la Convention concernant le droit à la vie ou l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants (Articles 2 et 3 de la Convention).



Objet des arrêts de violation rendus par la Cour (Graphique comparatif 1959-2015 & 2015)

La violation la plus souvent constatée par la Cour concerne l'Article 6 (droit à un procès équitable), plus particulièrement, la durée excessive des procédures. En 2015, encore un quart des violations constatées par la Cour concernaient cette disposition.

Cependant, depuis quelques années, d'autres violations de la Convention sont plus fréquemment constatées ; c'est le cas, notamment de l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants (Article 3) : en 2015, elles représentaient également près d'un quart des violations constatées.



Violations par article et par État*

[illegible]

Violations par article et par État*

1959-2015																														
Nombre total d'arrests			Total	Total	Total	2	2	3	3	3	4	5	6	6	6	7	8	9	10	11	12	13	14	P1-1	P1-2	P1-3	P7-4			
Arrests constatant au moins une violation			8	7	1																									
Arrests de non-violation			118	90	18	8	2	3	3	7	1	19	21	27	1	1	14		3	1	2	5	16	1						
Règlements amiables/Radiations			44	33	8	3						14	17				4		3	1		3	1							
Autres arrestés ¹			66	46	10		10	1				19	9	9	1	1	4	3				3	14							
Droit à la vie - atteinte à la vie			316	288	4	3	21	2	9	9	70	39	70	118	11	21	22	4	17	14		46	4	104	2		9			
Absence d'enquête effective			2										1	2																
Interdiction de la torture ²																														
Traitements inhumains ou dégradants																														
Absence d'enquête effective																														
Violations conditionnelles ³																														
Eclavage et travail forcé																														
Droit à la liberté et à la sûreté																														
Droit à un procès équitable ²																														
Durée de procédure																														
Non-exécution																														
Pas de peine sans loi																														
Droit à la vie privée et familiale ²																														
Liberté de pensée, de conscience, de religion																														
Liberté d'expression																														
Liberté de réunion et d'association																														
Droit au mariage																														
Droit à un recours effectif																														
Interdiction de la discrimination																														
Protection de la propriété																														
Droit à l'instruction																														
Droit à des élections libres																														
Autres articles de la Convention																														
Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois																														
Sous-total			15 370	1 357	1 080	613	458	653	133	1 670	662	39	6	3 053	4 329	5 435	381	41	1 146	61	619	179	8	2 045	242	2 992	13	79	20	293
Total			18 577**																											

* Ce tableau est généré automatiquement depuis 2012, à partir des conclusions de la base de données HUDOC.

I. Autres arrêts : satisfaction équitable, révision, exceptions p

2. Les chiffres peuvent inclure les violations conditionnelles.

3. Les chiffres sont disponibles uniquement à partir de 2013.

**** Certains arrêts concernent plusieurs États.**

Les réformes de la Cour

Depuis la création de la Cour en 1959, les États membres du Conseil de l'Europe ont adopté plusieurs protocoles à la Convention européenne des droits de l'homme destinés à améliorer et à renforcer le mécanisme de contrôle établi par celle-ci.

Ainsi, en 1998, le Protocole n° 11 a remplacé le mécanisme original comprenant une Commission des droits de l'homme et une Cour siégeant quelques jours par mois, par une Cour unique siégeant en permanence. Ce changement a mis un terme à la fonction de filtrage de la Commission en permettant aux requérants de saisir directement la Cour.

Une deuxième réforme importante censée répondre à l'accroissement considérable du nombre de requêtes et à la surcharge de travail de la Cour a eu lieu avec l'entrée en vigueur du Protocole n° 14 en 2010. Ce protocole a instauré de nouvelles formations judiciaires pour les affaires les plus simples et a établi un nouveau critère de recevabilité (l'existence d'un « préjudice important » pour le requérant) ; il a aussi porté le mandat des juges à 9 ans, non renouvelable.

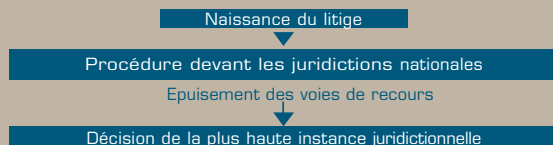
Depuis 2010, trois conférences de haut niveau sur l'avenir de la Cour ont été organisées afin d'identifier les moyens de garantir l'efficacité continue du système de la Convention. Les travaux initiés à la suite de ces conférences ont notamment abouti à l'adoption des Protocoles n° 15 et 16 à la Convention, non encore en vigueur en 2015.

Le **Protocole n° 15**, adopté en 2013, va introduire dans le préambule à la Convention une référence au principe de subsidiarité et à la doctrine de la marge d'appréciation ; il ramènera en outre à 4 mois, et non plus 6, le délai dans lequel la Cour peut être saisie après une décision nationale définitive.

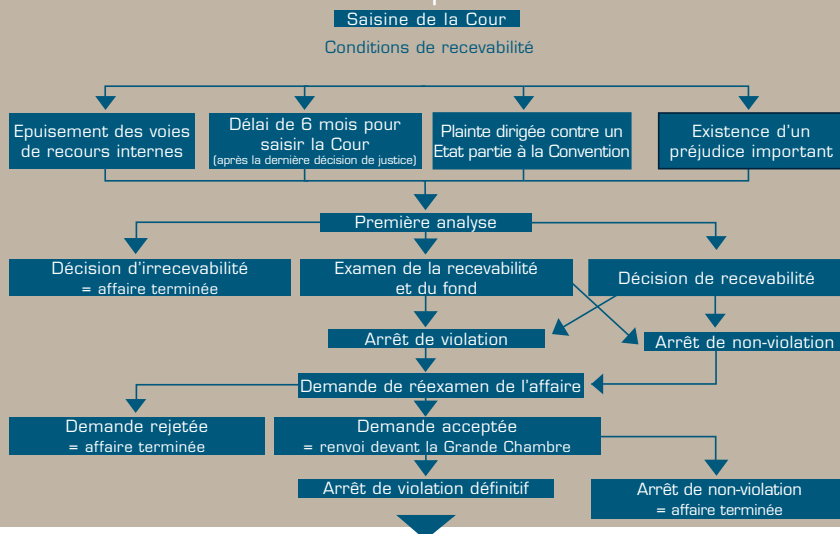
C'est également en 2013 qu'a été adopté le **Protocole n° 16** à la Convention prévoyant la possibilité pour les plus hautes juridictions internes d'adresser à la Cour des demandes d'avis consultatifs sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la Convention ou ses Protocoles. Le Protocole n° 16 est facultatif.

Le cheminement d'une requête

Procédure au niveau national



Procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme



Exécution des arrêts

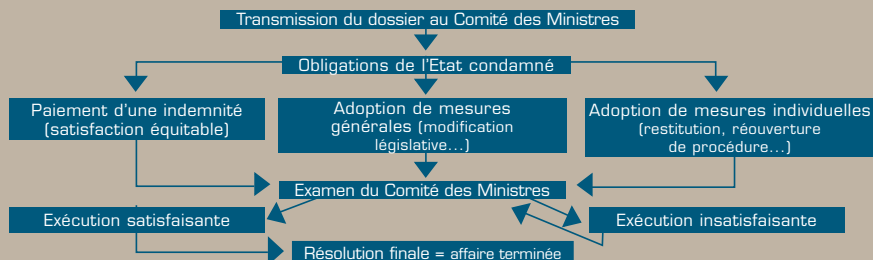
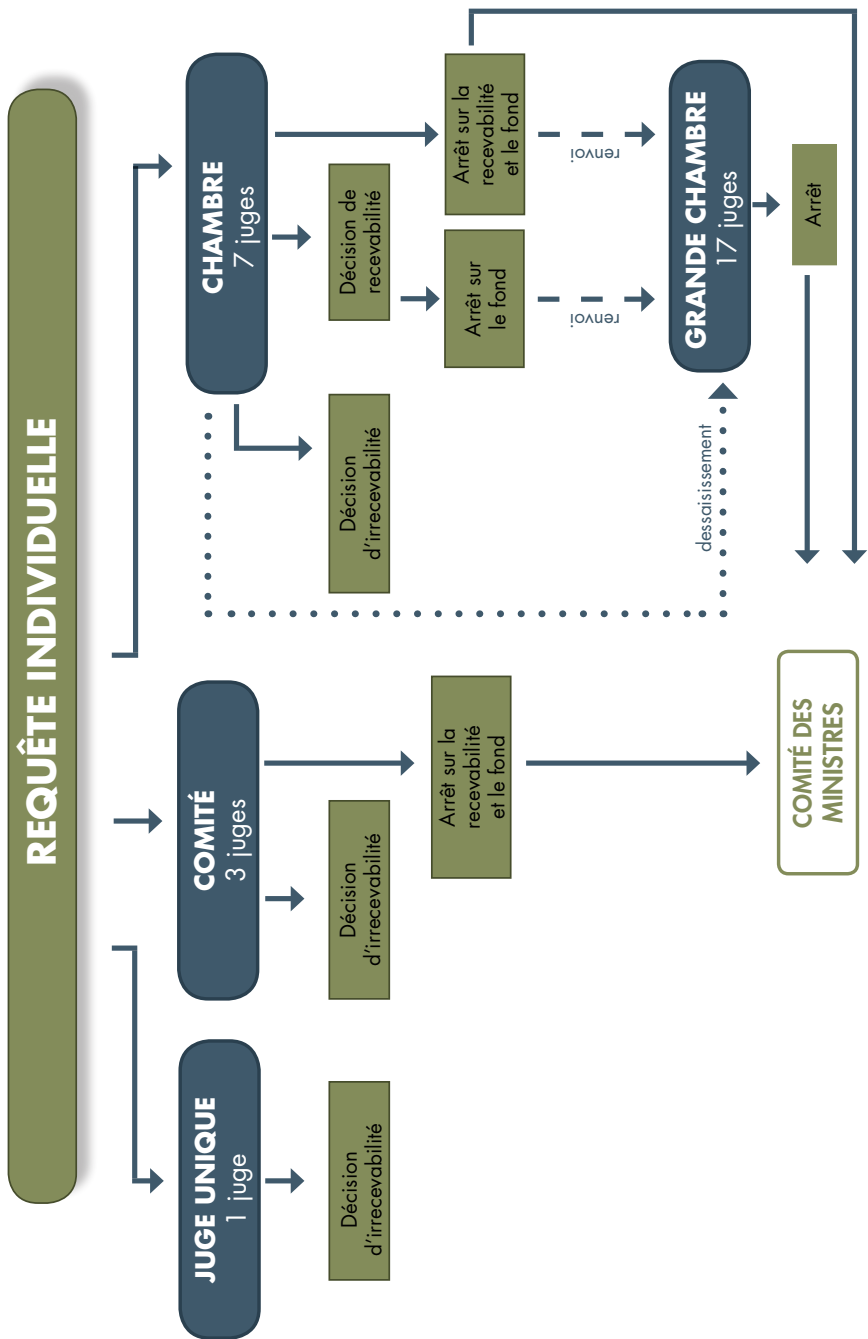


Schéma simplifié du cheminement d'une requête à la Cour





www.echr.coe.int

